

revolution d'hier, réalité d'aujourd'hui

Nlle Série – Novembre
1965 N° 1

Pages 16 à 19

Les évènements du 19 juin, avec la destitution du Président Ben Bella et les récentes expulsions de militants socialistes français, ont remis l'Algérie au premier plan de l'actualité politique internationale.

L'ajournement en juillet du "second Bandung", qui n'aura probablement pas lieu non plus à Alger à la fin de l'année, prive l'Algérie du rôle de "leadership" du Tiers Monde que Ben Bella voulait lui faire jouer. Là n'est peut-être pas l'essentiel pour le monde socialiste, lorsqu'on s'interroge sur les innombrables difficultés intérieures et sur l'orientation du nouveau gouvernement qui ne cesse d'être inquiétante.

Confronté en 62 au départ de près d'un million d'Européens qui constituaient l'encadrement essentiel, et à une situation politique fragile, le nouvel Etat algérien avait tout à faire pour assurer les récoltes, poursuivre un début d'industrialisation, endiguer le chômage (2 millions de personnes), éviter la corruption, affermir le nouveau pouvoir, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, conserver en état le patrimoine légué par la France, sans parler des problèmes posés par la scolarisation, l'émancipation de la femme, la poussée des jeunes (50 % de la population a moins de vingt ans) et l'émigration vers l'Europe.

Il serait illusoire de penser qu'avec bien souvent peu de moyens un gouvernement, quelles que soient ses bonnes intentions, puisse parvenir à résoudre en 3 ans l'ensemble de ces problèmes qui représentent une tâche de très longue haleine. Mais il faut aussi se demander dans quelle mesure l'Algérie a progressé vers le socialisme, car il est bien évident que

l'on ne peut considérer avec sérieux l'Algérie comme un pays déjà parvenu au socialisme en si peu de temps, alors que d'autres y parviennent difficilement après plusieurs dizaines d'années d'efforts.

LES PROBLEMES ECONOMIQUES

Il faut d'abord souligner que l'économie algérienne se caractérise par une disproportion entre l'agriculture et l'industrie qui représente tout juste le quart de l'activité économique. Economie disloquée, incohérente, tel était l'héritage que l'exploitation coloniale laissait en 1962 et auquel l'autogestion devait tenter de porter remède.

Agriculture

Dans l'agriculture, l'autogestion a apporté bien souvent une solution réelle : la seule qui fut d'ailleurs possible après le départ des colons ; l'autogestion a même précédé dans les faits les décrets historiques de mars 63 qui n'ont fait que la légaliser. Le secteur autogéré représente 3.100.000 ha., c'est-à-dire environ 70 % de l'agriculture et constitue la seule manière de sauvegarder, dans la perspective socialiste choisie par l'Algérie, l'acquis existant. Cependant le problème est complexe du fait de l'existence d'une propriété familiale indivise et de l'état misérable de la majorité des petits paysans. Il faut aussi tenir compte que l'Algérie manque de bonnes terres et que le surpeuplement agricole y est important. D'autre part, la rénovation rurale est un facteur clé du développement. En effet, une mauvaise utilisation des sols durant trop longtemps, due aux structures sociales et aux rapports de

production colonialistes, a appauvri les sols et a considérablement compromis les perspectives de rendements supérieurs pour l'avenir. La rénovation rurale, conditionnée par la réforme agraire, doit, entre autres, passer par une popularisation des méthodes de lutte contre l'érosion et des campagnes de reboisement. Cette rénovation rurale doit avoir pour principal objectif la reconversion des meilleures terres, utilisées trop souvent pour la monoculture de la vigne. L'Algérie se trouve devant cette situation paradoxale qu'elle est un très grand producteur de vin, alors que les Musulmans n'en boivent pratiquement pas et que le seul débouché se trouvait antérieurement vers la France. La nature des nouveaux rapports entre l'Algérie et la France et la saturation du marché français font que chaque année les stocks s'accumulent sans parvenir à s'écouler. Mais cette tare, issue de la colonisation, ne pourra être éliminée qu'après le très long délai que nécessite la reconversion de la culture de la vigne.

L'Algérie indépendante a eu la chance de bénéficier depuis 62 de bonnes récoltes, et les premiers résultats de l'autogestion dans l'agriculture sont assez encourageants, en particulier par le maintien de la production et le maintien du niveau de l'emploi. Un exemple : le domaine Bouchaoui, à Staoueli (ex domaine Borgeaud), une des plus importantes exploitations agricoles (1. 800 ha), permet d'employer désormais 700 personnes (au lieu de 400) logées sur place avec leurs familles, gagnant 8 francs par jour et cultivant pour leur compte personnel un petit lopin de terre. Mille saisonniers y travaillent également au moment des moissons et des vendanges. Au dire de ces travailleurs, aucune comparaison ne peut être faite avec leur situation antérieure, en particulier à cause des méthodes très particulières de Borgeaud qui, sur 400 travailleurs, employait 250 détenus sans les rémunérer !

Certes, tous les problèmes sont loin d'être résolus et ces résultats ne sauraient suffire, l'autogestion ayant essentiellement pour but d'engendrer une prise de conscience révolutionnaire au sein des masses rurales et de former des hommes capables de gérer eux-

mêmes l'exploitation sur laquelle ils travaillent. A ce sujet, la gestion laisse souvent à désirer par manque de cadres capables, en particulier, de tenir une comptabilité sérieuse. Dans certaines coopératives, la situation financière est catastrophique, soit parce qu'aucun bilan n'a été établi depuis 3 ans, soit parce que la gestion a donné lieu à des détournements de fonds que le pouvoir central n'a pu contrôler. D'autre part, on se heurte à d'autres difficultés en ce qui concerne les matériels agricoles, les achats et les ventes et la commercialisation des produits qui a prêté, encore cette année, à des erreurs regrettables par manque d'expérience (les tomates algériennes sont arrivées trop tard sur le marché français, à cause du désir de l'entreprise autogérée d'effectuer elle-même la commercialisation, et ont été vendues à moitié prix de ce qu'elles auraient dû être vendues, d'où un déficit de 300 millions pour l'entreprise).

Industrie et commerce

Dans l'industrie, le secteur autogéré est beaucoup moins développé : il représente quelques 400 entreprises employant 300.000 ouvriers. Un grand nombre de ces entreprises relève de l'artisanat et ne dépasse guère une dizaine d'ouvriers, ce qui ne pose guère de problèmes. Par contre, de sérieuses difficultés subsistent dans les entreprises importantes où les travailleurs algériens sont venus suppléer à l'abandon des anciens propriétaires. Actuellement il existe trois secteurs : un secteur privé, le mieux équipé et qui domine encore largement l'industrie algérienne, un secteur mixte où se retrouvent intérêts privés et participation publique, un secteur à vocation socialiste qui devrait se développer et tendre à dominer le secteur privé et qui comprend des Sociétés Nationales à caractère étatique et des entreprises autogérées dans lesquelles les travailleurs, en principe, participent pleinement par l'intermédiaire de l'Assemblée Générale qui élit un Conseil des Travailleurs (au-dessus de 30 employés) qui élit le Comité de Gestion. En fait, ce troisième secteur tend à devenir quasiment étatique car, même dans les entreprises autogérées, le rôle du directeur nommé par l'Etat est prédominant, et celui du Comité de Gestion se limite à une fonction

technique et organisationnelle. Cette évolution inquiétante de l'autogestion (due, il est vrai, surtout au manque actuel de cadres) nous amènera, en envisageant l'avenir politique de l'Algérie, à démystifier un optimisme courant dans la gauche française, qui plaque trop facilement des schémas théoriques sur des situations auxquelles ils sont totalement inadaptés. Quant aux entreprises nationales, qui disposent d'un statut encore indéterminé, elles fonctionnent souvent très en dessous de leur capacité de production, par manque de commandes, de fonds de roulement, de cadres et de personnel qualifié. Ainsi à Maison Blanche, la SOMEA (Société Nationale de Constructions Mécaniques et Aéronautiques) emploie 400 employés (au lieu de 4.000 avant l'indépendance), n'utilisant que 10 % de son outillage, et engloutit tous ses bénéfices dans l'entretien du matériel inutilisé. Mais il était indispensable de remettre en marche cette usine pour donner du travail au personnel resté sur place et la reconvertir en fonction de besoins encore mal connus. En revanche, certaines compagnies de transport autogérées connaissent une vive expansion et certaines ont même augmenté les salaires de leur personnel, alors que l'ensemble des salaires a diminué depuis l'indépendance.

Cependant, d'une manière globale, et bien que le développement industriel ait permis une légère augmentation du niveau de l'emploi de la population musulmane, le secteur industriel autogéré et nationalisé rencontre depuis sa naissance de sérieux obstacles dus à l'absence d'épargne, au système bancaire et organismes de crédit et de commerce extérieur, au cantonnement dans des secteurs limités, à la bureaucratie administrative, ainsi qu'au caractère hétéroclite des structures administratives. Il n'est pas évident que la création d'une banque socialiste et le contrôle du commerce extérieur seuls puissent résoudre le problème du manque d'investissements.

Sur le plan énergétique, il faut encore signaler que la signature avec la France des accords sur les hydrocarbures a généralement été accueillie à Alger avec une vive satisfaction, et on pense dans les milieux gouvernementaux qu'ils sont de nature à favoriser rapidement

l'industrialisation de l'Algérie. Certains pensent, par contre, que ces accords visent à mettre l'économie algérienne sous la dépendance des capitaux étrangers. En fait, la complexité juridique des textes ne permet pas d'anticiper et il faudra en attendre les premières applications pour dire si l'optimisme algérien était justifié.

Avant d'en terminer avec les problèmes économiques, il est nécessaire de souligner que le développement de l'Algérie est freiné par son commerce intérieur, sans parler du commerce extérieur (essentiellement dirigé vers la France), qui demeure beaucoup trop parcellarisé et entre les mains d'intermédiaires trop nombreux, le commerce de détail étant l'apanage des Mozabites, groupe fermé et farouchement attaché à ses intérêts. A ce propos, il faut reconnaître que l'expérience des M. P. S. (Magasins Pilotes Socialistes) n'a obtenu qu'un accueil réservé et un succès très limité. Il faut enfin signaler que les importations sont considérablement freinées par la lourdeur des taxes, y compris les biens de consommation courante. Ces impôts indirects qui se justifient par la difficulté de percevoir des impôts directs étant donné le peu de personnes imposables et le peu d'implantation industrielle, gênent non seulement les ménages mais aussi l'activité productrice (par exemple, l'acquisition de pièces détachées pour les matériels agricoles ou industriels).

Conscients de ces difficultés, les milieux gouvernementaux nous ont assuré que ces taxes à l'importation seraient réduites avant la fin de l'année.

Il semble donc, en conclusion, qu'en ce qui concerne l'économie algérienne, l'autogestion fasse progressivement ses preuves dans l'agriculture, mais qu'en matière industrielle, on s'achemine vers un socialisme d'Etat, qui deviendra peut-être sous la pression des capitaux occidentaux un capitalisme d'Etat, ce mouvement paraissant se confirmer par la satisfaction qu'ont manifestée ces derniers temps les entrepreneurs privés français. Par ailleurs, nous ne pensons pas que le coup de frein qui a été donné à l'autogestion par le gouvernement Boumedienne soit une renonciation pure et simple à voir un jour le

secteur autogéré prendre le pas sur le secteur privé. Etendre l'expérience de l'autogestion dans d'aussi mauvaises conditions risquait de discréditer à jamais cette forme originale de participation et finalement de rendre un très mauvais service au principe lui-même.

Il n'en reste pas moins que les conséquences de ce ralentissement et l'évolution amorcée dans les structures économiques vont avoir des incidences primordiales sur les rapports sociaux et l'avenir du pouvoir politique en Algérie.

PROBLÈMES SOCIAUX

L'ampleur des problèmes sociaux ne permet pas de les aborder de front, aussi nous ne nous attacherons qu'à quelques aspects présentés par la société musulmane algérienne. En particulier, nous nous intéresserons plus spécialement à ce qui nous paraît un obstacle majeur à la construction du socialisme en Algérie : la condition de la femme (1). Alors qu'en Europe nous sommes habitués à voir la femme prendre une place de plus en plus importante dans la société occidentale, la société musulmane ne fait pas encore cette place à la femme et celle-ci, fille, épouse ou mère n'est considérée que comme un objet à la fois désiré et méprisé, dont le seul rôle est d'être un complément sexuel pour l'homme, de donner des enfants au mari et de les élever. Cette société, faite par les hommes, en fonction des hommes et pour les hommes, n'a pas encore compris, malgré les efforts de certains de ses dirigeants, et en particulier l'ardente ferveur du Président Ben Bella, que la femme pouvait vivre, indépendante de sa famille, travailler, avoir des responsabilités, occuper un rôle social et même parfois commander des hommes. Cette situation se traduit dans les faits par le port du voile ("halt"), quand ce n'est pas la clostration pure et simple. Certes, dans les grandes villes, beaucoup de jeunes filles ne portent plus le voile et vivent librement à l'"européenne". Mais trop souvent cela les amène à exagérer cette émancipation, à très mal l'assimiler et à accepter les yeux fermés sans aucun esprit critique tout ce qui vient de l'autre côté de la Méditerranée ou de l'Atlantique. D'une aliénation familiale et religieuse, issue

des traditions ancestrales, elles versent dans une aliénation nouvelle et, plus grave, à une société moderne de consommation, dont elles ne peuvent pas saisir les rouages et comprennent mal l'évolution, ce qui conduit à des déséquilibres fréquents et quelquefois des drames personnels (les maisons closes de la Casbah d'Alger en sont une triste illustration). A noter qu'on retrouve un phénomène semblable chez les jeunes (garçons ou filles), tiraillés entre les traditions familiales et musulmanes et l'envahissement de la "culture" occidentale (qui va, sans distinction, du yé-yé au dernier film de Godard, en passant par "Ici-Paris" et "France-Dimanche" !). Pour permettre à la femme une authentique émancipation et lui éviter cette inadaptation, il faudrait d'abord que l'homme en ait une autre perception et que l'image qu'elles reçoivent d'elles-mêmes à travers l'homme ne soit plus un objet ou un animal, mais un être humain qu'ils considèrent comme leur égal. Tâche bien difficile, et surtout par quels moyens ? Les campagnes d'explication, si elles ne sont pas d'une totale inefficacité, ne peuvent avoir qu'une portée à très long terme et il faut envisager dès maintenant d'autres solutions. Il est de bon ton de penser, à l'échelon gouvernemental, que l'émancipation de la femme ne peut s'effectuer que par le travail. En effet, l'homme travaillant aux côtés de la femme, apprendra à la connaître, à l'estimer et à modifier la conception qu'il en avait par ignorance. De son côté, la femme acquerra une confiance en elle-même et surtout des connaissances et des compétences qui la feront s'imposer auprès des hommes, ce qui entraîne l'urgente nécessité de développer la formation professionnelle féminine.

Un autre obstacle à l'édification du socialisme a trait au problème religieux. En effet, contrairement à ce qu'on a pu dire ou écrire, nous ne pensons pas que l'Islam (tout au moins dans sa forme actuelle, assez réactionnaire) soit de nature à favoriser le développement du socialisme dans les pays arabes trop de tabous de toutes sortes subsistent (sans parler du Ramadan qui paralyse l'activité économique pendant toute sa durée) pour qu'on puisse dire que le socialisme, qui vise à l'épanouissement complet de l'homme,

ait la faculté de s'accomoder de toutes ces entraves qui visent, au contraire, à le mettre en condition. Là encore la tâche est délicate, car on s'attaque à toute une mentalité fortement ancrée dans la masse du peuple algérien.

Enfin, nous avons des difficultés à admettre que dans un pays qui se proclame sur la voie du socialisme, le goût de l'effort et le sens des responsabilités collectives ne soient pas plus développés. Certes, il y a le climat et la passivité facilement explicable par 132 ans de colonisation. Mais le climat et la colonisation n'expliquent pas le fait qu'on trouve cette passivité et ce laissez-aller également chez les cadres dirigeants, qu'ils soient gouvernementaux, politiques ou étudiants. L'Algérie ne pourra surmonter ses difficultés et se donner une option socialiste que si l'ensemble du peuple se met au travail et acquiert une mentalité de l'effort qui fait à l'heure actuelle cruellement défaut.

Bien d'autres problèmes sociaux existent, en particulier le logement, la santé, l'éducation pour laquelle un gros travail a été entrepris et commence à porter ses fruits, la culture, la formation professionnelle, reclassement des anciens moujahidine (2) et le poids d'une jeunesse dont l'importance numérique suscite vives inquiétudes. L'ensemble de ces problèmes économiques et sociaux est, pour une large part, la source des difficultés politiques actuelles et des hésitations du régime devant l'orientation socialiste.

PROBLEMES POLITIQUES

Il faut, au préalable, faire un certain nombre de constatations et ne pas hésiter à démystifier la Révolution algérienne que la gauche socialiste française a eu trop tendance à considérer comme un modèle.

Premières constatations : l'armée est la seule force organisée du pays ; à 80 %, elle vit en circuit fermé, possède ses propres coopératives de production et de consommation, ses propres circuits de distribution. C'est un Etat dans l'Etat. Le F.L.N. a fait faillite : il n'est pas parvenu à devenir un véritable mouvement politique et est un échec pour le mouvement ouvrier.

Actuellement, il est complètement désorganisé (la preuve en étant son impuissance devant le coup d'état du 19 juin). D'autre part, il se trouve asservi par une gigantesque corruption, surtout dans les provinces, où il est devenu un réseau de "petits copains", militants sans scrupules, qui profitent de l'occasion pour s'octroyer les bonnes places. Il faut aussi noter que, même durant la guerre, la référence au socialisme ne représentait qu'une aspiration morale sans grands fondements théoriques.

En ce qui concerne l'U. G. T. A., la situation n'est guère plus brillante. Tout d'abord, elle a éprouvé beaucoup de difficultés d'adaptation face à l'autogestion, et les deux volets du syndicalisme algérien (contestation dans les entreprises capitalistes, participation dans les entreprises autogérées ou étatiques) se chevauchent souvent sans qu'une stratégie d'ensemble se dégage dans l'action. Ainsi, il n'est pas rare de voir, dans les entreprises autogérées, le syndicat (et parfois le Comité de Gestion) jouer le rôle de revendication face à la direction. De plus, les éléments dirigeants se sont trop souvent perdus dans des querelles théoriques, alimentées essentiellement par les divers groupes trotskystes, pour qui l'Algérie était un merveilleux champ d'expérience.

Enfin, c'est dans l'administration qu'il faut rechercher le noeud des contradictions principales de l'Algérie (3). C'est un appareil d'Etat petit bourgeois aux aspirations bourgeoises. Les structures administratives héritées de l'ère coloniale ont été jusqu'à maintenant conservées par cette bourgeoisie bureaucratique essentiellement tournée vers son propre renforcement dans le cadre d'un capitalisme d'état. La corruption y règne dans de nombreux endroits et freine la marche vers le socialisme. L'épuration, si souvent demandée, est malheureusement devenue un mythe se traduisant par des règlements de compte entre clans opposés.

Cette situation politique suffit à expliquer pourquoi Ben Bella, à qui l'on reprochait essentiellement sa politique tournée vers la vie internationale et sa personnalisation du pouvoir, n'a pas reçu de soutiens efficaces lors des événements du 19 juin, la dégradation de la

vie économique et le gaspillage outrageux à tous les niveaux s'ajoutant aux griefs formulés contre l'entourage benbelliste.

ELEMENTS DE REPOSES AUX QUESTIONS ACTUELLES

Il faut considérer que l'Algérie évolue paradoxalement, étant donné son état de sous-développement, vers une société de consommation. Le plus grand malheur pour elle étant peut-être la proximité de la France, qui lui envoie le reflet d'une civilisation de l'opulence, à laquelle la majorité du peuple algérien voudrait parvenir rapidement. Le néo-capitalisme occidental y crée des besoins artificiels alors que les besoins primaires ne sont pas totalement satisfaits. Il n'y a qu'à voir l'importance du parc automobile en Algérie pour s'en rendre compte. Ce pays cherche à vivre au-dessus de ses moyens actuels, ce qui conduit à des gaspillages et des aberrations tels que la multiplication des boutiques de luxe à Alger, alors qu'en face des gosses "dînent" dans les poubelles. Partout on cherche à copier la France et à imiter tous les modèles néo-capitalistes qu'elle envoie. Même la télévision algérienne n'a pas été à l'abri de ce phénomène et a fabriqué une mauvaise reproduction de l'horloge ORTF, ou donne quelquefois des émissions "Bonne nuit les petits" dénaturées. Ceci est peut-être une des raisons pour lesquelles la coopération avec la France marche si bien et que le gouvernement gaulliste s'estime si satisfait.

A la lueur de ces remarques, et surtout en fonction du fait que l'économie algérienne paraît s'orienter vers un capitalisme d'état, il ne nous semble pas que l'Algérie soit à la veille de devenir un pays authentiquement socialiste. Peut-être faudra-t-il attendre que l'industrie capitaliste donne naissance à un prolétariat industriel pour voir apparaître une seconde révolution, qui, elle, sera socialiste. Pour le moment, les hésitations du régime face au développement de l'autogestion et du secteur public traduisent bien le malaise qui règne à l'échelon gouvernemental et dans la population. La nouvelle constitution en préparation pour la fin de l'année résoudra peut-être le problème des institutions

politiques (l'Assemblée Nationale n'étant actuellement qu'un fantôme sans grande utilité). Sans souhaiter l'avènement d'un système dictatorial et militariste, contraire aux principes socialistes, il nous semble qu'il faut à l'Algérie un pouvoir fort, pour faire cesser le gaspillage et la corruption, deux maux qui minent l'Etat Algérien. Après les "3 ans de fête", l'austérité s'impose pour redresser la situation économique et mettre un terme aux agissements de petits politiciens pour qui la Révolution a été un moyen d'arriver. La construction du socialisme passe par un certain nombre de mesures d'austérité, auxquelles bien des militants révolutionnaires sont prêts, et par la mise en route de solutions aux préalables tels que l'émancipation de la femme, le problème religieux, l'épuration du Parti FLN et de l'administration, le développement du secteur public et la mise au travail de l'ensemble du peuple. On peut cependant se demander comment ces mesures seront accueillies par la population qui, abreuvée depuis 62 par des slogans socialistes et satisfaite dans une certaine mesure par la redistribution des terres et des biens vacants, s'imagine vivre dans un pays socialiste alors qu'elle en est encore loin. Elle risque de très mal réagir le jour où ces mesures d'austérité indispensables entreront en vigueur ; la prise de conscience subite ne se fera certainement pas sans un grand nombre d'accrocs.

Néanmoins des solutions socialistes sont possibles. Il faut, dès maintenant que le peuple algérien crée les conditions favorables qui lui permettront de se lancer véritablement dans la construction du socialisme.

Cet exposé de la situation algérienne peut paraître bien sévère aux socialistes français qui ne la connaissent qu'à travers les articles de la presse. Si nous l'avons voulu sans fard, c'est parce que cette situation nous inquiète et, qu'en amis de la Révolution algérienne, nous nous devons de lancer ce cri d'alarme. C'est parce que nous avons combattu auprès du peuple algérien dans sa lutte de libération nationale, et parce que nous avons toujours manifesté une vive sympathie pour son entreprise originale, que nous souhaitons voir l'Algérie surmonter

ses difficultés actuelles et progresser réellement sur la voie du socialisme.

Michel JOHAN

(1) Lire à ce sujet, le petit ouvrage de Fadela M'Rabet, "La femme algérienne" (chez Maspéro)

(2) Combattants des maquis

(3) Nous reprenons ici la thèse de G. Chaliand développée dans la revue "Partisans".

